



Z2-00040
780819
sc.social

Filière : B/L

Session : 2022

Épreuve de : Sciences Sociales

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Lorsqu'il cherche à s'enrichir, Rastignac, personnage principal du Règne Goniat de Balzac, choisit de chercher à épouser une riche héritière. Pourtant, nos sociétés fondées sur la méritocratie semblent valoriser la réussite à l'école comme moyen de s'enrichir. Peut-être faudrait-il déduire de l'exemple de Rastignac que, malgré les apparences, l'investissement dans l'éducation n'est pas rentable et n'est donc pas un moyen de s'enrichir.

L'éducation, on entend un moyen d'augmenter le volume de son capital humain. Le capital humain est l'ensemble de connaissances théoriques, et de expériences, d'un individu qui sont utiles à la production. Les expériences provenant du travail, l'éducation est ce qui apporte à l'individu un capital humain sous forme de connaissances, théoriques, que l'on comptabilise souvent par le diplôme de l'individu. Notons que l'éducation est une activité qui comporte des externalités positives, des conséquences bénéfiques pour l'utilité de la société sans contreparties matérielles, et qu'ainsi, l'éducation n'est pas un bien marchand. C'est pourquoi, dans les pays occidentaux, ~~les~~ l'éducation est souvent prise en charge par l'Etat, non le lieu de l'enseignement de premier degré, de second degré et l'université. L'investissement est une dépense dans

une activité que l'on finance dans l'espoir d'en tirer un bénéfice. Ainsi, l'investissement a pour objectif la rentabilité, c'est-à-dire la situation dans laquelle la recette totale que l'on tire de l'action est supérieure au coût total de l'action. Poser la question de la rentabilité de l'investissement dans l'éducation, c'est en premier lieu se demander à qui profite la rentabilité : à celui qui investit, que cela soit l'État, l'individu ou l'entreprise. Ainsi, investir dans l'éducation pour l'État, c'est favoriser l'accès à l'éducation de la population, tandis que pour l'individu ou l'entreprise, c'est financer l'éducation d'un individu en particulier.

Jusqu'au XIX^e siècle, l'éducation ^{en France} est principalement prise en charge par les acteurs privés, mais cela change en 1881 avec les lois Ferry, rendant l'école gratuite, laïque et obligatoire. L'investissement de l'État dans l'éducation se fait alors massif et semble rentable, car il permet une progressive tertiarisation de l'économie française jusqu'à permettre une modernisation dans les Trente Glorieuses d'après Medias dans La Secunde Révolution française, et une forte croissance. Depuis les années 1980, la démocratisation scolaire se fait plus forte, J.-P. Chevènement déclarait en 1985 amener 80% d'une classe d'âge au baccalauréat. L'investissement dans l'éducation est donc très fort.

L'éducation étant un bien de club, elle est excludable mais non rival.

L'éducation des uns ne devrait pas empêcher l'éducation des autres, si bien qu'il semble possible d'investir toujours plus dans l'éducation. Mais, cela est-il souhaitable ? Cet investissement conduit à de l'endettement, autant public que privé, or l'éducation n'étant pas directement productive, il apparaît difficile de déterminer sa rentabilité : La contribution des professeurs au PIB n'est comptée que par leur

rdaine, ce qui rend les ^{calculs} imprécis, la rentabilité réelle de l'éducation. De plus, l'éducation créant des externalités positives, ne faut-il considérer que sa rentabilité, alors qu'elle peut générer des gains qui peuvent ne pas être son forme monétaire?
Il convient alors de se demander:

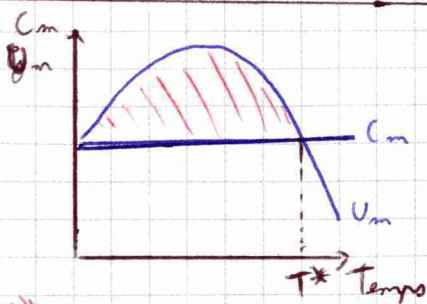
L'investissement dans l'éducation se fait-il proportionnellement à la rentabilité espérée?

S'il semble a priori qu'il faille investir dans l'éducation afin d'espérer avoir une rentabilité de cet investissement (I), il apparaît bien plutôt que l'investissement dans l'éducation ne soit pas toujours rentable pour tout le monde (II). Dès lors, il s'agit de montrer que même si l'investissement dans l'éducation n'est pas toujours rentable, il n'en est pas moins important car il apporte des bénéfices non monétaires (III).

Afin d'espérer avoir une rentabilité, il faut investir dans l'éducation. Celle-ci apparaît rentable au niveau individuel (A) comme au niveau collectif (B).

A une échelle micro, l'individu doit investir dans l'éducation, afin d'en tirer un gain, faisant de l'investissement dans l'éducation un acte rentable. En effet, l'éducation permet d'augmenter son capital humain, comme le montre G. Becker dans Human Capital. L'éducation a donc une utilité marginale d'abord croissante, puis décroissante, qui est celle du capital humain transmis, et un coût marginal, que Becker estime constant: le coût d'une année d'études et le coût d'opportunité, les gains ^{l'individu} que l'individu n'a pas eu et qu'il aurait eu en travaillant. Becker montre alors dans

le schéma ci-dessous que l'individu cherchant à maximiser son gain marginal, il investit dans l'éducation jusqu'au moment T^* , où il se doit plus investir, cet investissement n'étant plus rentable. De ce fait, l'investissement dans l'édu-



/// gain marginal
 U_m = utilité marginale
 C_m = coût marginal
 investissement dans l'éducation
 optimal de Becker

cation apparaît comme rentable pour l'individu si le capital humain est rentable. Or, d'après ce qu'énonce R. Lucas, le capital humain permet d'augmenter la productivité marginale d'un travailleur, car il a alors plus de connaissances utiles à la production. Le travail, dans un environnement concurrentiel

est toujours rémunéré au niveau de la productivité marginale du travailleur : si le salaire est plus bas, le travailleur trouve un employeur pour le payer plus, et si le salaire est plus haut, l'entreprise trouve un travailleur aussi productif mais moins coûteux. Ainsi, en augmentant le volume de son capital humain, l'individu augmente sa productivité et donc son salaire, rendant rentable l'investissement de l'individu dans l'éducation. Voilà pourquoi d'après l'enquête de l'OCDE, un diplôme de l'enseignement supérieur procure en moyenne à un homme dans les pays de l'OCDE un bénéfice de 340 100 USD, pour un coût de moins de 100 000 USD. Notons qu'il est alors épatant rentable pour l'entreprise de financer l'éducation de ses futurs employés, comme le montre l'exemple de certains CPER, dans lesquels l'entreprise finance la thèse de doctorats, afin de les engager par la suite.

L'investissement individuel sur le marché dans l'éducation est épatant rentable pour l'individu afin de l'aider à valider le chômage. Ainsi, en développant la théorie du signal dans "Job Market Signaling", M. Spence affirme que le diplôme fait office de signal à l'employeur pour qu'il considère l'individu comme plus performant qu'un individu sans diplôme. Ainsi, l'investissement dans l'éducation réduit l'asymétrie d'information et les phénomènes de sélection adverse, permettant de rendre l'individu plus employable.

Copie anonyme - n°anonymat : 780819

Emplacement OR Code	Filière : <u>B/L</u>	Session : <u>2021</u>
	Épreuve de : <u>Sciences sociales</u>	
Consignes <ul style="list-style-type: none">• Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer• Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir• Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)• Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)• Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre		

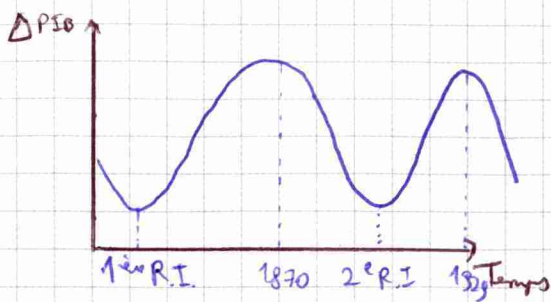
Pendant, le diplôme ne garantit pas l'emploi, mais sert tout de même à réduire le risque de chômage. Dans le diplôme, une des faibles, T. Poullaouec explique que si le diplôme, et donc l'investissement dans l'éducation ne garantit pas l'emploi, l'absence de diplôme garantit le chômage. Voilà peut-être pourquoi, d'après l'enquête emploi de l'INSEE de 2016, entre 1 et 4 ans après la formation initiale, le taux de chômage des diplômés du supérieur est de 11,0% contre 52,4% pour les non-diplômés. L'investissement individuel dans l'éducation, en limitant les risques de chômage apparaît bien comme rentable, empêchant l'individu de subir le risque de revenu inhérent au chômage.

Mais l'investissement dans l'éducation est également rentable à l'échelle macro, dans le cas de l'investissement fait par un État. L'État doit investir dans l'éducation afin de maintenir sa compétitivité. D'après ce qu'énonce L. Alexandre dans la guerre des intelligences, les récentes innovations en matière de robotique et d'intelligence artificielle rendent les ~~travailleurs~~ ^{le capital} de plus en plus substituables aux travailleurs. De ce fait, non seulement les ouvriers, mais aussi les ingénieurs risquent d'être remplacés par des machines. Ainsi, il y a un risque d'une hausse forte du chômage, ce qui serait néfaste pour le PIB. La rentabilité de l'investissement dans l'éducation pourrait alors être forte, en empêchant la baisse du PIB, si l'État investit dans l'éducation pour les domaines où les travailleurs sont

les moins substituables : le domaine culturel ou le domaine du "care", le santé et le social. Mais, l'investissement de l'état peut s'orienter rentable dans l'éducation pour permettre de maintenir les secteurs à forte valeur ajoutée, les plus rentables. Dans the O-Ring theory, N. Kroneur prend l'exemple d'une nouvelle métrique qui explore ce concept d'un joint mal serré. Il explique que dans les industries de pointe, le moindre défaut peut avoir un coût très important. De ce fait, tous les travailleurs, de l'ingénieur à l'agent de maintenance doivent être les plus compétents possibles, avoir le plus de capital humain possible. Ainsi, dans le but de maintenir la compétitivité dans les secteurs à forte valeur ajoutée, les États doivent investir dans l'éducation, par des bourses, par exemple, cet investissement permettant d'activité des secteurs les plus rentables, étant alors rentable.

De plus, l'état doit investir dans l'éducation afin de créer une rentabilité par l'innovation. En effet, comme le décrit Romer, il existe un principe de l'encyclopédie, un rendement factoriel croissant de la connaissance : plus on a de capital humain, plus il est aisé d'inventer quelque chose de nouveau se fondant sur cette connaissance. Ainsi, l'investissement de l'état dans l'éducation permettant de diffuser les connaissances, il permet d'éviter le phénomène de "Lost Einstein" (P. Aghion) les individus qui pourraient être des inventeurs et des entrepreneurs performants, mais qui ne l'ont pas fait, faute d'accès à un capital humain suffisant. Ainsi, l'investissement dans l'éducation par l'état permet alors de stimuler l'innovation. Or, si l'on s'appuie sur les analyses de Schumpeter, l'innovation est le moteur de la croissance. En analysant les cycles de Kondratieff, de croissance et de récession de l'économie, Schumpeter conclut que les périodes de croissance sont provoquées par une innovation importante, qui laquelle s'appuie d'autres innovations secondaires, la "première

d'innovation", si bien que lorsque le "pays d'innovation" s'épuise, lorsque toutes les innovations sont créées, l'économie entre en phase de récession, comme on le voit sur le schéma ci-dessous. On remarque clairement que les révolutions industrielles,



RI = révolution industrielle
 Δ PIB = variation du PIB

Le cycle de Kondratieff et innovation
 d'après Schumpeter

marquées par des innovations très importantes (la machine à vapeur et le moteur à explosion) ont permis des périodes de croissance forte de l'économie, permettant aux nations qui ont innové, principalement le Royaume-Uni, de connaître des périodes de forte croissance. Ainsi, l'investissement dans l'éducation fait par l'Etat, en ce qui il permet de faciliter

l'innovation peut être vu comme rentable.

L'investissement dans l'éducation apparaît alors comme rentable, du point de vue individuel, permettant une meilleure rémunération et une réduction face au chômage, mais également du point de vue collectif, permettant de stimuler la compétitivité et l'innovation. Seulement, il convient de nuancer cette vision de l'investissement dans l'éducation. L'exemple de l'importance de l'éducation le montre bien : tout le monde s'est mis en "Lord Einstein". Pour les autres, l'investissement dans l'éducation est peut-être bien moins rentable ^{de l'innovation}.

Il semble alors plus rationnel de dire que l'investissement dans l'éducation n'est pas forcément rentable pour tous. Non seulement il tend à être de moins en moins rentable (A), mais il faut également considérer les individus nés face à la rentabilité de cet investissement (B)

L'investissement dans l'éducation est de moins en moins rentable car

le diplôme est de moins en moins efficace. Ainsi, l'étude des repères et références statistiques du Ministère de l'Éducation Nationale montre que l'éducation coûte de plus en plus cher, à mesure que le temps passe et que le niveau augmente. Ainsi, le coût moyen d'un élève de première en 2019 est de 7000 euros, d'un élève du second degré est de 9350 euros et du supérieur est de 11530 euros. Le coût ¹ ~~moyen~~ marginal de l'éducation est donc croissant, alors que l'utilité marginale est décroissante : la différence de rentabilité entre l'apprentissage de la lecture ou non est bien plus grande que la différence de rentabilité entre la obtention d'un doctorat.

Il arrive alors un point où investir dans l'éducation n'est plus rentable. De plus, ce point semble de plus en plus tôt car, le coût marginal de l'éducation est en augmentation depuis 1980 (un élève du premier degré ~~coûtait~~ coûtait 3390 euros en 1980 contre 7000 aujourd'hui), alors même que la 'utilité marginale du diplôme semble être en baisse. En effet, d'après ce qu'explique M. Duru-Bellat dans l'inflation scolaire, la hausse du nombre d'étudiants fait perdre au diplôme sa valeur : alors que le locataire garantissait un emploi à 100 ans, le taux de chômage des chômeurs entre 1 et 4 ans après, la sortie de la fonction initiale est de 25,9%. On peut alors mettre en avant le paradoxe d'Anderson : à un niveau de diplôme supérieur ou égal à celui de leurs parents, les individus peuvent avoir un niveau de vie inférieur ou égal et eux. Ainsi, si les gains associés à l'investissement dans l'éducation diminuent, alors que le coût de l'investissement augmente, alors l'investissement dans l'éducation est de moins en moins rentable pour celui qui investit, l'État ou l'individu. Notez que dans le cas où l'entreprise investit dans l'éducation, il apparaît que cela est également moins rentable, du fait du phénomène de "turn-over" qui fait qu'un travailleur compétent peut quitter son entreprise, rendant alors l'investissement dans son éducation s'il a eu lieu, beaucoup moins rentable.

Il faut également souligner que l'investissement dans l'éducation est de moins en moins un moyen privilégié de s'enrichir. En effet, dans

Copie anonyme - n°anonymat : 780819

Emplacement QR Code	Filière : <u>B/L</u>	Session : <u>2022</u>
	Épreuve de : <u>Sciences sociales</u>	
Consignes <ul style="list-style-type: none">• Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer• Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir• Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)• Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)• Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre		

leur Sociologie de la bourgeoisie, Monique Pignon - Charlot et Michel Pignon expliquent que le moyen principal de s'enrichir pour les très riches n'est pas le salaire gagné par un travail auquel on accède par l'éducation, mais bien le patrimoine. Or, d'après T. Piketty dans Le capital au XXI^e siècle, les inégalités de patrimoine tendent à augmenter, du fait de la baisse des impôts sur le capital, à l'instar de la suppression de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune. Ainsi on a un retour du "dilemme de Postignac" : pour s'enrichir, il vaut mieux hériter, plutôt qu'investir dans l'éducation pour trouver un travail bien rémunéré. De ce fait la hausse régulière de l'impôt sur le capital que l'on observe en France rend de moins en moins rentable l'investissement dans l'éducation dans le but de s'enrichir.

Mais l'investissement dans l'éducation n'est surtout pas équitable les différents individus. ^{la rentabilité de} Les formations semblent déjà avoir des rentabilités bien différentes. Certaines formations sont qualifiées par l'INSEE comme ayant des "début de carrière difficile", des formations des secteurs comme la coiffure et l'esthétique ou le secrétariat et la communication. Ainsi, le salaire médian des individus ayant un BEP "secrétariat, communication" est de 1100 euros, entre 1250 pour l'ensemble de diplômés de l'enseignement secondaire, et le taux de chômage pour les individus ayant ce diplôme est de 25%, contre 19% pour l'ensemble de diplômés de l'enseignement secondaire. A l'inverse, certaines formations sont qualifiées comme ayant des

débuts de carrière favorables : le salaire médian d'un diplômé d'école de commerce ou de gestion est de 2970 en 2009, contre 1380 pour l'ensemble de formations, et le taux de chômage de ces individus est de 7%, deux fois moins que l'ensemble de formations confondues. Ainsi, la rentabilité de l'investissement en éducation d'un étudiant en école de commerce est bien supérieure à celle d'un étudiant en BEP de secrétariat ou de communication. Mais peut-être peut-on expliquer cette différence par la différence de temps consacré aux études : un individu ayant étudié 5 ans devrait avoir un meilleur salaire qu'un individu n'ayant que le baccalauréat. Pourtant la relation entre temps d'études, et donc investissement en éducation, et rentabilité ~~de~~ ^{du} diplôme n'est pas proportionnelle. Ainsi, les titulaires d'un diplôme de sortie au niveau lic + 2 ~~ont~~ ont un salaire médian de 1680 euros contre 1590 pour les étudiants ayant un master d'histoire de niveau lic + 3, et un taux de chômage de 27% contre 8% pour l'étudiant des diplômés en histoire. Ainsi, alors même que ces différentes formations n'ont pas les mêmes durées, le master d'histoire dure plus longtemps et nécessite plus d'investissement en temps et en argent, cet investissement ne paraît pas aussi rentable qu'un investissement dans une formation en sortie de niveau lic + 2.

Mais au-delà des inégalités entre les formations, c'est surtout les individus qui sont inégaux face à la rentabilité de leur investissement en éducation. Ainsi, l'origine sociale est un élément d'inégalité. Dans Jeunes Français, lic + 3 made in bonlieu, Éalicia Luong explique, même après un diplôme de niveau lic + 3 et des études prestigieuses, les individus provenant de quartiers défavorisés portent toujours le "stigmata" (Goffman, Arles) de l'origine sociale, si bien qu'à diplôme égal et donc à investissement dans l'éducation égal, les individus venant de quartiers défavorisés ont moins de chances d'être engagés que les individus

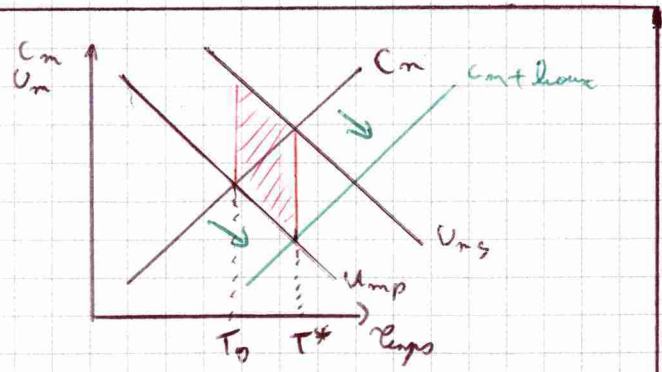
origine de quartiers favorisés, rendant leur investissement dans l'éducation inégal en termes de rentabilité. Le sexe est également un critère d'inégalité de rentabilité de l'investissement dans l'éducation. Ainsi, l'étude de l'OCDE sur les coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur montre que si en France, le bénéfice qu'un homme retire de son diplôme est d'environ 330 000 USD, il n'est que de 290 000 USD pour une femme. Cette inégalité est encore plus forte aux États-Unis : l'écart de rentabilité de l'investissement en éducation entre homme et femme est d'environ 200 000 USD. Enfin, l'ethnie est un autre critère d'inégalité de la rentabilité de l'investissement en éducation. Tout comme le sexe, l'origine ethnique fait partie de ce que M. Jensen appelle les "indices", dans "Job Market Signaling", "des attributs observables et inaltérables". Or, pour chaque ensemble de signaux et d'indices qu'observe l'employeur, il a décidé d'un produit marginal attendu pour chaque individu qui dispose de ces attributs observables. Ainsi, la rémunération n'est pas calculée seulement sur la base du diplôme, mais également du sexe ou de l'origine ethnique et des préjugés que l'employeur leur attribue. De ce fait, si l'employeur pense qu'un individu à la peau noire est moins productif qu'un individu à la peau blanche, son salaire sera moins élevé à diplôme égal, rendant la rentabilité de l'investissement en éducation inégale. De plus, ces préjugés ont un caractère performantif, tel que le montre K. Arrow dans "Models of Job Discrimination". Ainsi, s'il existe un préjugé que les Afro-Américains sont moins productifs que les autres individus, ceux-ci anticiperaient que la rentabilité de leur investissement en éducation se trouve affaiblie, les dissuadant d'investir pour accroître leur capital humain, les rendant effectivement moins productifs. On peut donc voir que les individus sont inégaux face à la rentabilité de leur investissement en éducation.

Ainsi, les investissements en éducation sont non seulement de moins en moins rentables, mais ils le sont d'autant moins pour certains, catégorisés d'individus, inégaux face à la rentabilité de leur investissement en

éducation. Mais faut-il alors en conclure qu'il faudrait arrêter d'investir dans l'éducation, est-ce que celle-ci ne serait pas rentable et créerait de la dette pour l'Etat et les ménages? Peut-être faut-il réhabiliter l'investissement en éducation qui, s'il n'est pas rentable sur le plan économique, produit des gains non monétaires.

Si l'investissement en éducation n'est pas toujours rentable en termes monétaires, il ne faut pourtant pas cesser ~~d'investir~~ ^{d'investir}, car cela est tout de même bénéfique au niveau macroscopique comme au niveau microscopique (B).

A l'échelle ~~macroscopique~~ ^{macroéconomique}, l'Etat doit tout de même investir dans l'éducation en dépit de sa rentabilité. L'éducation est une activité à externalités positives si bien que l'utilité marginale sociale, pour la société est supérieure à l'utilité marginale de l'individu qui s'éduque. Ainsi, comme l'expliquait A.C. Pigou dans the Economics of Welfare, l'Etat doit investir dans l'éducation, même si cela n'est pas rentable, pour améliorer le bien-être de individus, comme dans le schéma ci-dessous. S'il est rationnel pour les individus d'étudier pendant le



/// gain de la société en externalités positives
 $U_{m,p}$: utilité marginale privée
 $U_{m,s}$: utilité marginale sociale
 C_m : coût marginal

Effet d'une hausse sur les externalités positives de l'éducation d'après Pigou

temps T_0 , jusqu'à ce que leur utilité marginale individuelle et leur coût marginal soit égal, l'Etat a peu intérêt de maximiser l'utilité sociale: l'individu doit donc étudier le temps T^* . L'Etat doit donc investir dans l'éducation par le biais de subventions, pour diminuer le coût marginal de l'éducation et par la-même, permettre à l'individu d'étudier le temps T^* , ce qui maximise

l'utilité sociale, mais qui n'est pas pour autant rentabiliser l'investissement. Les externalités positives, améliorant le bien-être de la population, nous

Copie anonyme - n°anonymat : 780819

Emplacement QR Code	Filière : <u>B/L</u>	Session : <u>2022</u>
	Épreuve de : <u>Trices sociales</u>	
Consignes	<ul style="list-style-type: none">• Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer• Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir• Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)• Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)• Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre	
<p>catépanie, monétaire. De ce fait, l'Etat doit investir dans l'éducation pour maximiser le bien-être de la population, même si cet investissement n'est pas rentable.</p> <p>L'Etat doit également investir dans l'éducation malgré le manque de rentabilité afin d'assurer la justice sociale. Dans sa <u>Théorie de la justice</u>, J. Rawls définit les règles à appliquer pour qu'une société soit juste. L'une de ces règles est l'égal accès à toutes les positions sociales, ce qui nécessite une égalité de chance entre les individus. Or, l'investissement dans l'éducation n'est pas toujours rentable, seules les familles disposant de forts capitaux peuvent se permettre d'investir dans l'éducation des enfants, permettant à ceux-ci seuls d'accéder aux positions élevées dans la hiérarchie sociale. Afin de maintenir la justice sociale, l'Etat se doit d'investir dans l'éducation malgré le manque de rentabilité afin de garantir même aux moins fortunés l'accès aux meilleures formations qui sont souvent réservées aux enfants ayant le plus de capital culturel et ayant le plus hauts les attentes du système scolaire, c'est-à-dire les manières d'être et de penser le plus conformes aux attentes de l'école. Or, d'après Bourdieu et Passeron dans <u>Les Héritiers</u>, ces enfants sont bien souvent les enfants de familles bourgeoises, ayant les moyens et la possibilité d'enrichir leur capital culturel. Afin de garantir une vision égalitaire de la justice sociale et de réduire les inégalités, l'Etat doit effectuer des investissements, même non rentables, dans l'école, par la création d'école mais aussi de lycées</p>		
		73/16

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

pour permettre à tous d'accéder à un même niveau de capital culturel. Il semble donc qu'au niveau ~~économique~~, il faille investir dans l'éducation qui, même sans être rentable, produit des ^{multiplicateurs} bénéfices non monétaires.

Mais on peut également observer au niveau ~~économique~~, d'un individu que l'investissement dans l'éducation peut être nécessaire même s'il n'est pas rentable. On peut ici s'appuyer sur l'analyse de Clément et Boltanski qui analysent la vie sociale en termes de cités, de valeurs, ~~et~~ avant et recherchées par les individus. Ainsi, si dans la "cité marchande", il ne faut pas investir dans l'éducation si ce n'est pas rentable, ce n'est pas le cas dans la "cité de l'opinion", et ce grâce aux effets d'étiquetage inhérents à l'éducation. Ainsi, malgré la plus faible rentabilité, l'individu cherchant la reconnaissance sociale préférera investir dans un master d'histoire ou de philosophie que d'un diplôme d'infirmier ou d'infirmière, car la connotation de ce diplôme est meilleure. Ainsi, un individu peut rechercher le prestige dans une formation plus que la rentabilité, afin d'occéder à une certaine position sociale. Par exemple, lorsque E. Goldilot écrit La hiérarchie et le niveau, le baccalauréat est un "certificat de bourgeoisie": l'investissement en éducation pour l'avoir permet de passer la hiérarchie entre bourgeois et non bourgeois, afin de profiter des solidarités qui ont cours dans ce milieu social. Si de nos jours, le baccalauréat n'a plus ce statut, l'investissement en éducation peut servir les mêmes intérêts. En décrivant l'espece *Homo*, Bourdieu explique que les individus ayant un fort volume de capital, qu'il soit culturel ou économique partagent des activités, ce qui leur permet de se rencontrer et de former un groupe social. Ainsi, un individu peut parfaitement rechercher à investir dans son

éducation, non pas pour la rentabilité, mais pour la position sociale qui l'accompagne : dans la "cité de l'opinion", c'est le titre qui vaut plus que le revenu, alors les individus préfèrent le diplôme du master de philosophie plutôt que le salaire de l'infirmière, ce qui justifie au niveau microéconomique l'investissement dans l'éducation malgré le manque de rentabilité.

Mais si cela est vrai dans la cité de l'opinion, on peut considérer que cela l'est également dans la "cité inspirée", dans laquelle l'objectif des individus n'est ni le profit, ni le prestige mais la recherche d'une valeur supérieure, comme le monde ou le bonheur. Ainsi, si les parents interrogés par L. Barrault Hello dans "De fausses adresses pour contourner la carte scolaire. Menagements avec le droit et la fidélité à l'Etat" choisissent d'investir dans l'éducation de leur enfant en le plaçant dans de meilleures écoles publiques en demandant de fausses adresses, ce n'est pas pour la rentabilité, sinon ils auraient inscrit leurs enfants dans des écoles privées, ce qui serait plus simple, légal et est généralement considéré comme une meilleure option, ces établissements étant souvent mieux dotés que les établissements publics. Si ces parents agissent ainsi, c'est au nom du monde, si bien que "pour eux, une inscription dans le privé constituerait une faute morale du fait de leurs inclinations politiques et militantes". Les parents choisissent donc un investissement moins rentable dans l'éducation de leurs enfants, mais valorisé dans la "cité inspirée". De même, on peut investir dans l'éducation au nom du bonheur, comme le font les étudiants interrogés par Sophie Orange dans son article de Presses Universitaires de France, "Chapitre 7 - Le dévouement de savoir". Ainsi Sarah, étudiante en BEP secrétariat se trouve dans la formation la moins bien rémunérée d'après l'INSEE, avec un salaire médian de 1100 euros en 2009. Pourtant, malgré le manque de rentabilité, Sarah préfère investir son temps dans cette formation que dans le collège général car, comme de nombreux autres élèves, ce mode de formation lui convient mieux et "il y a le sentiment de pouvoir réussir". Ainsi, si cet investissement n'est pas rentable, il permet le bien-être et le bonheur de Sarah, si bien que dans la

"cité inspirée", il est rationnel. Ainsi, les individus font des investissements dans l'éducation même si cela n'est pas rentable, car ils associent à ces investissements des bénéfices non monétaires.

Malgré le manque de rentabilité, il ne faut tout de même pas cesser d'investir dans l'éducation, qui a d'autres bénéfices, comme par exemple le bien-être, la justice, le monde ou le prestige.

Ainsi, s'il semblait de prime abord que l'investissement dans l'éducation se faisait bien afin d'obtenir une rentabilité, il ~~se~~ s'avère que cette rentabilité, de moins en moins importante, n'est pas la même pour tous; tout est si bien que l'investissement dans l'éducation n'est pas toujours rentable. Pourtant cela ne signifie pas qu'il faille arrêter d'investir, car bien que non rentable, l'investissement dans l'éducation provoque des bénéfices non monétaires suffisants pour justifier que l'investissement soit fait. Ainsi, l'investissement dans l'éducation ne se fait pas proportionnellement à la rentabilité espérée, mais également au gain, même non monétaire, espéré.

Cependant, si malgré la non-rentabilité, les individus investissent tout de même, ne faudrait-il pas alors agir pour faire en sorte que cet investissement soit rentable pour tous les formations, améliorer au sens de l'égalité de chance, mais aussi l'égalité de situation?